

Solutions pour un commerce inclusif: les femmes et le renforcement des capacités SPS

L'Accord SPS

Les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) que les pays mettent en place pour protéger la santé des personnes et des animaux et préserver les végétaux ont des incidences importantes sur la production, les échanges et l'accès aux marchés agricoles. L'Accord SPS de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) énonce les règles fondamentales concernant l'innocuité des produits alimentaires, ainsi que les prescriptions sanitaires pour les animaux et les végétaux. Il permet aux Membres de l'OMC de se conformer à leurs propres normes sanitaires tout en s'assurant que les réglementations sont basées sur la science, qu'elles sont le moins restrictif possible pour le commerce et qu'elles n'établissent pas de discrimination.



Le commerce

Les femmes jouent un rôle vital dans l'agriculture, la production alimentaire et le commerce des produits agricoles des pays en développement; en tant qu'agricultrices, ouvrières d'usine ou négociantes pratiquant le commerce transfrontalier informel, elles génèrent des revenus pour soutenir leur ménage. Malgré cela, il leur est difficile de tirer profit de la production et du commerce agricoles: accès entravé aux intrants, services et marchés agricoles¹; coûts transactionnels plus élevés lors du passage des frontières en tant que négociantes informelles²; et possibilité restreinte d'être exportatrices ou importatrices.³ Encourager l'accès et la participation des femmes à l'agriculture et au commerce peut favoriser la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

Tout au long de la chaîne d'approvisionnement, les femmes et les hommes doivent s'assurer du respect des prescriptions SPS internationales. Cependant, les femmes qui travaillent dans des chaînes de valeur agricoles doivent surmonter plus d'obstacles pour combler le déficit de connaissances concernant les questions SPS. Il est judicieux, sur le plan commercial, d'encourager les agricultrices, les ouvrières d'usine et les négociantes à apprendre les bonnes pratiques agricoles et manufacturières, ainsi que les normes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires; cela les aide à produire et à exporter des produits sûrs. En pratique, cela signifie autonomiser les femmes, mais aussi les hommes, en développant leurs compétences et leur savoir-faire en matière de mesures SPS au moyen de formations ciblées.

Favoriser un commerce sûr

Favoriser le commerce, c'est faire en sorte que les marchandises passent plus rapidement les frontières pour augmenter les flux commerciaux, en réduisant les lourdeurs administratives et en soutenant le travail collaboratif effectué par les organismes présents aux frontières. Les recherches effectuées par le STDF pour les années 2014-2015 concernant la mise en place de mesures SPS pour favoriser un commerce sûr portent sur des exemples de pays de l'Asie du Sud-Est et d'Afrique australe⁴; elles mettent en évidence des recommandations pour faciliter le commerce ainsi que la participation des femmes sur le plan économique. Majoritairement féminins, les négociants pratiquant le commerce transfrontalier informel sont particulièrement visés par ces recommandations.

Choisir des recommandations de recherches:

- Identifier des moyens concrets de réduire la fragmentation et la répétition des contrôles SPS et de simplifier les procédures, ce qui aiderait aussi à régulariser le commerce informel.
- Concentrer les efforts (pour améliorer la transparence ou rationaliser les procédures SPS, par exemple) sur certaines chaînes de valeur importantes pour le commerce, ou sur les petites et moyennes entreprises.

Les femmes négociantes pratiquant le commerce transfrontalier informel en Afrique doivent faire face à des coûts transactionnels élevés: harcèlement, taxes supplémentaires ou encore retards dans le cadre de lourdes procédures et prescriptions en matière de documentation.⁵ Les recherches du STDF montrent qu'une simplification des documents et des procédures concernant les mesures SPS encouragera les négociants pratiquant le commerce transfrontalier à se tourner vers des chaînes formelles ce qui favorisera la protection de la santé et générera des recettes publiques. Cela permettra ainsi d'éliminer des obstacles majeurs auxquels sont confrontées les négociantes à petite échelle.

¹ La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, FAO, 2015.

² The implementation of SPS Measures to facilitate safe trade, STDF, 2015.

³ Libérer l'accès des femmes entrepreneurs aux marchés, ITC, 2015.

⁴ La mise en œuvre des mesures SPS en vue de faciliter le commerce sûr, STDF, 2014 et 2015.

⁵ Women and Trade in Africa, Banque mondiale, 2013.

Le paysage mondial

- Les femmes fournissent 43% de tout le travail agricole dans les pays à revenus faibles et intermédiaires.⁶
- Les femmes sont moins nombreuses dans l'import-export. Une entreprise sur cinq seulement est dirigée par une femme.⁷

Choisir des projets STDF qui favorisent les femmes dans toutes les chaînes de valeur agricoles

Crevetticulture (Bangladesh), nettoyage du gingembre (Népal), production de légumes (Nicaragua), culture de karité et production de sésame (Nigéria), cueillette et distribution de fleurs (Ouganda), épilure et traitement de cannelle (Sri Lanka), production de fruits et légumes (Thaïlande et Viet Nam).

Les effets des projets inclusifs

Tout au long du cycle des projets STDF, il est tenu compte de la participation des femmes et de la façon dont elles sont impactées. Les applications de ces projets sont étudiées à l'aune de critères qui identifient et intègrent les besoins et les opportunités des femmes et des hommes. Il est souhaité que ces projets incluent des indicateurs femmes/hommes et rendent compte de cette dimension.

Dans les projets du STDF pour le renforcement des capacités, les bénéficiaires pour les femmes exploitantes agricoles, ouvrières et négociantes font partie intégrante du suivi et de l'évaluation du STDF et du cadre logique des projets. Des enseignements importants tirés d'un projet du STDF visant à augmenter la sécurité sanitaire pour les fruits et légumes en provenance de Thaïlande et du Viet Nam par exemple⁸ ont pointé l'importance qu'il y avait à favoriser l'engagement des femmes à tous les échelons, en incluant les femmes dans les positions cadres et dans les équipes de projets, ainsi qu'en ciblant les exploitantes agricoles dans les coopératives pour renforcer leurs connaissances et leur pouvoir de décision.



Les solutions locales

Augmenter les marges bénéficiaires pour les agricultrices népalaises travaillant dans le gingembre⁹

"Notre groupe de femmes produit un camion de gingembre. La culture du gingembre nous aide à assurer l'avenir de nos enfants. Si nous avions des usines de nettoyage, nous serions tellement contentes."

Chandra Kala Rai, Présidente, Coopérative de femmes productrices de gingembre d'Illam

Dans les montagnes reculées de l'est du Népal, la culture du gingembre est un mode de vie pour les agriculteurs, qui comptent de nombreuses femmes. Elle devient progressivement une entreprise rentable, avec des possibilités de débouchés sur les marchés d'exportation vers le Bangladesh, les Émirats arabes unis, le Japon et les Pays-Bas.

Soutenu par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, et par le Cadre intégré renforcé, un partenariat public-privé a été mis en œuvre en 2012 pour que les avantages du commerce

puissent atteindre les communautés des régions rurales. Auparavant, les pertes après récolte étaient élevées, et les agriculteurs vendaient à bas prix du gingembre non lavé. Les échanges étaient majoritairement informels, il était donc impossible de vérifier la sécurité et la qualité de la production.

Les agriculteurs et les coopératives ont travaillé avec des associations de producteurs et de négociants ainsi qu'avec le gouvernement pour trouver des moyens d'ajouter de la valeur dans la chaîne de valeur du gingembre et d'accroître les rendements sur les exportations de ce produit. Une nouvelle usine de nettoyage du gingembre va aider 8 000 ménages producteurs de gingembre. Plus de 2 000 agriculteurs – pour la plupart des femmes, à l'exemple de la Coopérative de femmes productrices de gingembre d'Illam – ont reçu, sur le terrain, une formation sur les bonnes pratiques agricoles. Cela a permis une réduction des pertes après récolte de 30%, une hausse des marges bénéficiaires et une augmentation des revenus des agriculteurs de plus de 60%.



Aider les femmes travaillant dans le secteur de la floriculture en Ouganda à assurer la sécurité sanitaire de la chaîne d'approvisionnement¹⁰

"L'usage d'agents biologiques améliore la santé et la sécurité sanitaire des femmes qui travaillent sous serre, en réduisant l'exposition aux pesticides et à leurs risques sanitaires. Sur les 8 500 personnes travaillant directement dans le secteur de la floriculture, 80% sont des femmes qui ont un revenu pour leur ménage."

Esther Nekambi, Responsable des opérations, Association des exportateurs de fleurs ougandais

Les producteurs de fleurs ougandais ont subi des pertes considérables en raison des interceptions croissantes de leurs exportations de fleurs coupées vers l'UE. La solution a été d'acquiescer les bons outils et connaissances sur les mesures phytosanitaires appliquées, pour assurer la sécurité sanitaire de la chaîne d'approvisionnement.

Un solide partenariat public-privé a été créé entre le Département de la protection des cultures et l'Association des exportateurs de fleurs ougandais; des formations pratiques et des voyages d'étude ont été organisés entre 2012 et 2015. Plus de 100 dépitistes du secteur de la floriculture et 10 inspecteurs ont été formés par le Centre d'excellence phytosanitaire. Il y a eu une forte augmentation de la prise de conscience concernant l'existence de problèmes d'ordre phytosanitaire dans le cadre des exportations vers l'UE, et une meilleure conformité de la production et des exportations de fleurs vers le marché européen avec les normes phytosanitaires internationales. Le nombre d'interceptions en raison de ravageurs est tombé de 34 en 2013 à 18 en 2014, puis à moins de 5 en 2015. Les moyens de subsistance de la majorité des travailleuses dépendantes du secteur de la floriculture en Ouganda et de leur famille bénéficient de la poursuite des exportations vers l'Europe.

⁶ La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, FAO, 2015.

⁷ Libérer l'accès des femmes entrepreneurs aux marchés, ITC, 2015.

⁸ www.standardsfacility.org/PG-326.

⁹ www.standardsfacility.org/PG 329.

¹⁰ www.standardsfacility.org/fr/PG 335.

La vision du STDF

Le STDF œuvre pour promouvoir les Objectifs de développement durable (ODD) selon sa vision:

Croissance économique durable, réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire et protection de l'environnement dans les pays en développement



L'approche du STDF

À travers le travail du STDF, femmes et hommes sont aidés dans le développement de connaissances et de compétences permettant d'ajouter de la valeur aux produits alimentaires et agricoles et d'accéder aux marchés intérieur et d'exportation. Le deuxième Objectif de développement durable sur l'agriculture et la sécurité alimentaire souligne l'importance d'une égalité d'accès pour les femmes au savoir, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur. Le partenariat mondial du STDF œuvre pour le renforcement des capacités dans les questions SPS avec son pôle de connaissances et ses projets locaux, qui atteignent agricultrices et agriculteurs, ouvrières et ouvriers, négociantes et négociants à travers l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine.

Qui est impliqué?

- 5 partenaires fondateurs: la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC)
- 12 donateurs (2016): Allemagne, Commission européenne, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède et Taipei chinois
- Experts des pays en développement
- Autres organisations: CABI, CNUCED, IICA, ITC, OCDE, OIRSA, ONUDI, entre autres
- Partenaires des projets: secteurs public et privé, y compris gouvernements de pays en développement, organisations régionales et internationales, ONG et universités



Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (P-IMA)

Le cadre PIMA du STDF¹¹ aide à améliorer le processus de décision dans les pays en développement lorsqu'il s'agit de choisir entre des investissements concurrents pour renforcer les capacités SPS et doper les exportations agroalimentaires. Les pays peuvent utiliser le P-IMA quand ils travaillent avec les parties prenantes des secteurs public et privé pour examiner ensemble les besoins en investissement dans le domaine SPS, appliquer des critères de décision pour classer par priorité les investissements et favoriser la planification et l'affectation des ressources dans le domaine SPS.

Choisir des critères de décision pour établir l'ordre de priorité des options concernant le renforcement des capacités SPS:

Effets sur l'emploi, la pauvreté, les groupes vulnérables (par exemple la fonction du genre); la sécurité alimentaire locale

En utilisant des critères d'impact social sur des groupes vulnérables, en particulier les femmes, lors de l'examen de produits et de marchés d'exportation, l'outil aide à s'assurer que toute répercussion sur les femmes est intégrée aux processus d'examen et de prise de décision. Inclure des preuves de l'effet sur les femmes impliquées dans la production ou l'exportation agroalimentaire permet de souligner l'importance qu'il y a à investir dans le renforcement des capacités SPS, d'améliorer la planification et la prise de décision dans le domaine SPS, et de lever des fonds pour des projets SPS.



¹¹ User Guide on Prioritizing SPS Investments for Market Access (P-IMA), STDF, 2015